

A l'heure où nous devons dégager des consensus et nous unir pour gouverner, s'il est bien un sujet capable de transcender tous les clivages et de nous rassembler demain, c'est bien celui de l'avenir maritime de notre pays.

Que ce soit pour ce qui a trait à la préservation de nos océans, à la défense de notre souveraineté géopolitique ou alimentaire, à la lutte contre le réchauffement climatique - dont nous mesurons déjà les effets sur nos littoraux - , au développement de l'économie maritime, à la nécessité de concilier de multiples activités humaines dans un environnement fragile ; pour tous ces sujets majeurs, les politiques publiques en faveur de la mer doivent être encore renforcées.

La France s'est affirmée comme une puissance maritime mondiale de premier rang, grâce à sa *Zone Économique Exclusive* (ZEE) de plus de 11 millions de km². Elle possède désormais le deuxième espace maritime le plus vaste au monde. Ce rang exceptionnel nous oblige et doit nous inciter à mobiliser les moyens de tous ordres pour en assurer l'intégrité.

La Loi de Programmation Militaire (2019-2025) a permis de renforcer considérablement la surveillance de nos espaces maritimes. Néanmoins, face à l'instabilité qui nous entoure, il est nécessaire d'aller plus loin pour garantir la sécurité de nos navires (90 % du commerce mondial transite par la mer) et notre approvisionnement en matières premières. Grâce à ces nouveaux moyens, la lutte contre la pêche illégale, notamment dans les territoires ultra-marins, a donné des résultats encourageants. De même, la stratégie nationale visant la protection à 30 % de nos eaux d'ici 2030 est ambitieuse.

L'économie bleue, au cœur du Plan « France 2030 », doit devenir un moteur de développement durable. La décarbonation de notre filière maritime, notamment avec les navires zéro émission, est une priorité. Nos ports, à l'image du projet HAROPA, doivent se transformer en modèles européens de compétitivité et de durabilité.

La souveraineté alimentaire de notre pays repose, elle, sur une pêche durable et locale. Le plan de 450 millions d'euros en faveur de la transition énergétique des navires de pêche doit nous rendre moins dépendants aux carburants fossiles. Surtout, nous devons réduire notre dépendance à l'égard de certains pays au moment où, contre toute logique, 80 % du poisson consommé en France est importé.

Nous devons également soutenir nos marins-pêcheurs et non fermer brutalement leur zone de pêche, en rappelant que la flotte de pêche française est composée à 86 % de navires dont la longueur ne dépasse pas 12 mètres !

La formation des marins, essentielle, doit être intensifiée. L’engagement de doubler le nombre de marins formés d’ici 2027 doit être fermement tenu.

La lutte contre les pratiques de dumping social sur le transport à passagers, après la loi votée en 2023, doit prendre maintenant une dimension européenne.

Le soutien à la recherche marine et à des instituts comme l’IFREMER est crucial pour maintenir notre position de leader dans les sciences océaniques, tout en développant encore les énergies marines renouvelables pour lesquelles nous sommes enfin en train de rattraper notre retard au niveau européen.

Dans un monde maritime où le numérique est désormais omniprésent, il faut aller plus loin encore dans la recherche et l’innovation pour le rendre le moins vulnérable possible aux attaques cyber. La souveraineté numérique est indissociable de notre souveraineté maritime.

Sur la scène internationale, la France a su défendre ses intérêts maritimes en jouant un rôle clé dans la construction du traité sur la haute mer (BBNJ) et un accord historique a été obtenu sur la conservation de la biodiversité marine dans les eaux internationales au siège des Nations-Unies en mars 2023. Des avancées importantes ont également été obtenues le 2 juin dernier à Paris dans le cadre des négociations internationales afin de mettre fin à la pollution plastique surreprésentée dans l’environnement marin.

L’ensemble de ces politiques et initiatives mises en place depuis 2017 a permis à la France de conforter sa place de nation maritime. Toutefois, il nous reste de nombreux défis à relever, une volonté à affirmer. Nous devons faire preuve de vigilance pour que la mer continue de nourrir notre économie comme nos concitoyens, de protéger notre environnement, et d’inspirer nos jeunes.

Depuis le Brexit, nous sommes devenus le premier pays maritime en Europe et demain, en 2025, la France accueillera la prochaine conférence des Nations-Unies sur l’Océan à Nice.

C’est pourquoi, aujourd’hui, et quel que soit le gouvernement qui sera nommé dans les prochains jours, la mer devra y occuper une place majeure. A la mesure des enjeux qu’elle représente pour le Pays mais aussi à la hauteur des bienfaits qu’elle peut apporter à l’humanité.
